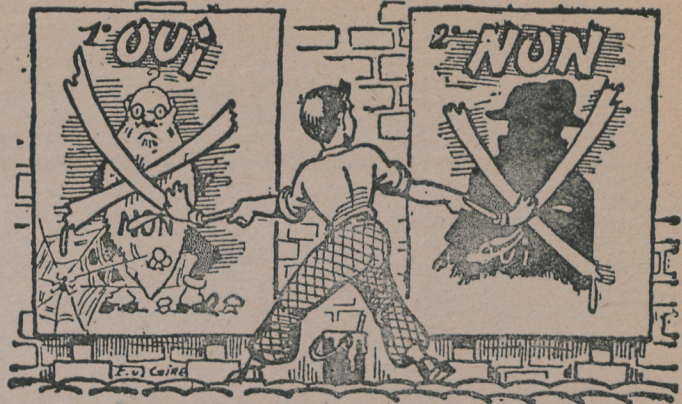


LA VÉRITÉ

Premier journal paru dans la clandestinité (N° 1 août 1940)
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IV° Internationale)



Bulletin intérieur
Prix : 2 francs



Extrait de « Liberté », 14 septembre 1945.
P. C. F. Nord et Pas-de-Calais

DEBOUT
contre le truquage électoral!

COMITÉS POUR LA DÉFENSE DE LA CONSTITUANTE

Un héros national prend le pouvoir. Son trône est un coffre-fort. Comme il a des goûts démocratiques, il laisse les « chefs » des travailleurs lui tresser des couronnes de lauriers et entretenir l'éclat de ses bottes.

Le héros veut nous libérer totalement, y compris du souci de l'instabilité gouvernementale. Alors il truke les listes électorales, il rogne sur les circonscriptions ouvrières, découpe, rajuste, traficoite, pour arriver à une représentation si fidèle, qu'elle aurait donné, en 1936, une chambre réactionnaire.

Les faux-monnayeurs sont punis de travaux forcés. Mais le faussaire travaille au grand jour au vu et au su de quarante millions d'hommes et de femmes. Il est chef d'un gouvernement dont socialistes et communistes assurent la stabilité par leur seule présence. Pour parfaire son œuvre il appelle en renfort quelques cent « représentants » des colonies, élus en réalité par les colons fascistes et par une poignée de « citoyens » indignes (les « collaborateurs » de l'impérialisme français). La seule réplique: droit de vote à tous les travailleurs coloniaux, citoyens ou non-citoyens, sur le pied d'égalité pour élire leur propre parlement national. On verrait alors à qui les millions de travailleurs indo-chinois, algériens donneraient leurs votes.

Mais les chefs ouvriers se taisent sur ces solutions. Ils font de la diplomatie secrète avec le grand chef, celui du gouvernement illégal (Action du 7-9-45), du « gouvernement omnipotent qui depuis un an fait ce qu'il veut » à en croire les paroles de Marty à Brest. On chuchote dans les corridors ministériels pour ne pas réveiller le peuple travailleur de France, géant qui sommeille pendant qu'on le ligote. On fait des observations bien polies au général, bien modérées. Le général répond-il par une paire de claques et jette-t-il le diplomate à la porte? Celui-ci rentre par la fenêtre avec un mémorandum poli et modéré où il se déclare blessé par la giflle. Et il prend soin de ne pas publier le mémorandum avant la réponse du grand chef pour ne pas amener les travailleurs. Le grand chef répond par un coup de botte. Le diplomate éclatant brusquement, proclame qu'il est blessé au plus vif de son individu. Mais il dit aux travailleurs accourus pour lui prêter main-forte: « restez calmes comme moi, rentrez chez vous et votez bien ».

Pendant que se déroule l'héroïque combat sous le feu des projecteurs, le temps passe, les élections approchent et le système électoral truqué est maintenu.

Tout ceci ressemble à une farce.

Ca n'est que la tragique réalité. Socialistes et communistes, par leurs perpétuelles reculades, par leur lâcheté devant la bourgeoisie, par leur peur du peuple se sont laissés acculer à la défensive. C'est une position incommode pour combattre; mais nous n'avons plus le choix. Encore faut-il être décidé à combattre et à mettre en œuvre les forces nécessaires. Ces forces sont immenses: celles d'une masse innombrable qui manifeste tous les jours sa volonté d'action et son impatience devant la passivité des partis traditionnels. Le jeu dégradant qui se joue depuis plusieurs mois va-t-il encore durer? Communistes et socialistes vont-ils continuer à se faire le marchepied du pouvoir personnel en persévérant dans une criminelle politique de coalition? Vont-ils continuer à diviser la classe ouvrière en s'alliant chacun à une fraction de la bourgeoisie, Radicaux ou U.D.S.R., au lieu de constituer un FRONT UNIQUE pour donner un coup d'arrêt à la dictature des trusts?

Les travailleurs ont serré les poings avec rage lorsque de Gaulle a bafoué leur C.G.T. Ils sont prêts à répondre avec enthousiasme au premier appel qui les mènera au combat.

Car ils comprennent ce que nous avons dit cent fois: laisser aux ministres capitalistes le soin de convoquer une Constituante c'est accepter le truquage du scrutin et le triomphe de la dictature des trusts. Après il ne sera plus temps de gémir. C'est maintenant qu'il faut agir avec décision, en appelant réellement au peuple, c'est-à-dire le mobiliser dans ses COMITÉS et dans ses MILICES OUVRIÈRES, à l'usine, dans les quartiers, pour le soutien immédiat d'un GOUVERNEMENT SOCIALISTE-COMMUNISTE-C.G.T.

Depuis un an, Tillon et Billoux, Tixier, Lacoste et autres, n'ont été que les otages et les complices d'une série de mesures réactionnaires. Une rupture éclatante, telle serait leur premier acte s'ils étaient conscients de la gravité du danger.

La partie qui se joue est décisive et aucun effort ne doit être ménagé pour assurer la défaite des valets des trusts. C'est seulement ainsi que peut être assuré un scrutin loyal, que peut être donnée la parole au peuple, que peuvent être réalisées les nationalisations sans indemnités ni rachats, que peuvent être inscrites dans les institutions les réformes démocratiques que la bourgeoisie refuse:
- la révocabilité de tous les élus par les électeurs,
- la suppression des administrations réactionnaires et leur remplacement par des corps élus,
- la justice par les tribunaux populaires élus,
- la démocratie dans l'armée,
- le droit du peuple à l'armement, etc...

premiers pas vers une véritable démocratie.
FAVRE.

LES TROTSKYSTES DANS LA BATAILLE ÉLECTORALE

LES ÉLECTIONS DANS LA SEINE

Madeleine KANN

Notre camarade Madeleine Kann, candidate dans le secteur sud de l'arrondissement de Sceaux (Vanves) est téléphoniste à la Radio-Diffusion. Adhérente en 1935, à la S.F.I.O., elle milita dans la tendance « gauche révolutionnaire », passe ensuite au P.S.O.P. et en 1939, à la IV° Internationale. Elle y milita pendant toute la durée de l'occupation. A la « libération », elle milita dans le Syndicat des Services administratifs de la Radio et elle est élue secrétaire adjointe, Fondatrice et dirigeante du Comité de ménagères de Vanves, elle fut exclue par la direction stalinienne de l'U.F.F.P. à laquelle ne convenait pas le caractère combattif qu'elle avait imprimé au Comité.

Pierre HENGER

Pierre Henger, notre candidat dans le 3° secteur (Suresnes-Puteaux) est ouvrier métallurgiste à la S.N.C. A.S.O. (Suresnes). Il adhère en 1936 aux J. S., passe ensuite aux J. S. O. P. et vient en 1939 à la IV° Internationale. Déporté par le S. T. O. en octobre 1942 en Allemagne, il travaille à l'usine Daimler de Berlin où il organise par petits groupes les ouvriers français. Il organise la résistance passive. Avec trois autres camarades français, de la IV° Internationale. Ils forment à Berlin une cellule trotskyste qui se met aussitôt en contact avec les communistes allemands en vue de la lutte contre le régime hitlérien.

Pour payer la caution: Souscrivez!

Tout candidat aux élections à la Constituante doit déposer une caution de 20.000 francs. Ceci, paraît-il, en vue d'empêcher les candidatures fantaisistes. Mais est-ce que ça évitera les candidatures des « fantaisistes » bourgeois? Ou bien celles des fascistes grassement financés? Ce qui est certain, c'est que ça pose un sérieux problème pour les groupements révolutionnaires qui veulent présenter leur programme aux travailleurs. C'est d'ailleurs la raison d'être de ce nouvel électorat censitaire, c'est-à-dire réservé aux riches, et qui complète la série des mesures bonapartistes de falsifications des élections.

Pour nous, P. C. I., le problème se pose de manière aiguë: n'ayant derrière nous ni banques, ni organismes d'Etat, mais seulement les cotisations forcées maigres de nos camarades et sympathisants, nous nous voyons dans l'impossibilité de présenter de nombreux candidats comme nous l'aurions voulu. Mais il ne faut pas

que cette manœuvre anti-démocratique réussisse!

NOUS FAISONS UN APPEL PRESSANT A TOUS LES TRAVAILLEURS CONSCIENTS POUR NOUS AIDER A FAIRE ENTENDRE NOTRE VOIX DANS LA CAMPAGNE ELECTORALE!

Nous lançons une CAMPAGNE DE SOUSCRIPTION DE 200.000 fr. pour payer la caution électorale d'au moins 10 candidats.

TRAVAILLEURS! il ne sera pas dit qu'à ces élections personne ne se présentera sur un programme de lutte de classes!

En avant pour les 200.000 francs. Souscrivez: Albert Demazières, C. P. 4825-72 Paris.

Premier versement:
Le Comité de rédaction de « La Vérité » Fr. 3.000
Un groupe de sympathisants du 20° Fr. 500
Un abonné Fr. 50
Total Fr. 3.550

La paix impérialiste en marche...

La France aux enchères

Une grande activité diplomatique a lieu à Londres où, comme l'annoncent les communiqués de presse, les ministres des affaires étrangères des impérialismes américain, britannique et français, d'une part, de l'U. R. S. S. et de la Chine d'autre part, se rencontrent depuis quelques jours les « traités de paix ».

Les Etats-Unis veulent liquider le « glacie » soviétique

L'impérialisme américain qui a pris la tête du monde capitaliste entend déloger le plus rapidement possible, l'Union Soviétique du « glacie » formé par la Roumanie, la Bulgarie, la Yougoslavie et la Hongrie. La bourgeoisie stalinienne, soucieuse de l'ordre, avait cru « renforcer » la défense de l'U. R. S. S. en soutenant de tout son poids les régimes capitalistes des pays balkaniques en échange de quelques positions stratégiques et du maintien à la tête de ces pays des gouvernements bourgeois favorables à l'alliance avec l'U.R.S.S. Les « conquêtes » de Staline s'avèrent aujourd'hui plus qu'éphémères: les roitelets balkaniques et les bourgeois ministriables sur lesquels le Kremlin entendait fonder la « sécurité » de l'U.R.S.S. se tournent aujourd'hui vers l'impérialisme américain pour lui demander aide et secours contre « l'ingérence soviétique ».

Byrnes, le représentant des U. S. A. à la conférence de Londres et grand pontife de la démocratie bourgeoise, conduit l'offensive anti-stalinienne, tandis que les « travaillistes » britanniques et les représentants de l'impérialisme français et de Tchoung Kaï Chek lui embottent joyeusement les pas.

L'association de l'aveugle et du paralytique

L'impérialisme américain qui a désormais les mains libres dans le Pacifique comme dans l'Atlantique entreprend méthodiquement la liquidation de tous les postes avancés établis par l'U.R.S.S. au delà de ses frontières et prépare patiemment pour plus tard l'enceinte stratégique de l'U.R.S.S. et son isolement diplomatique.

L'impérialisme britannique prête tout son concours à cette campagne. Il entend cependant sauvegarder son indépendance devant la puissance gigantesque des U.S.A. De là la volonté de Londres de hier par une série d'alliances, l'ensemble des pays de l'Europe occidentale, de constituer un « bloc occidental » hostile à l'Union Soviétique, mais en même temps capable de s'opposer à la pression grandissante des Etats-Unis. Le bloc occidental, collaboration de l'aveugle et du paralytique, est devenu pour les impérialistes de la Cité

le seul espoir qui leur reste de maintenir une position autonome envers les magnats de Wall-Street.

Du pacte du 10 décembre au voyage à Washington

De son côté, l'impérialisme français qui regarde avec effroi l'instabilité sociale de ses assises, le marasme de son économie et l'effritement de son empire, ne sait plus à quel saint se vouer pour sauver sa position. Il y a dix mois, le 10 décembre 1944, de Gaulle allait à Moscou signer avec Staline un pacte d'alliance « pour 20 ans », destiné à assurer à l'impérialisme français la stabilité et la sécurité sociale. Les Cachin et les Thorez expliquèrent alors avec force que tout devrait rentrer dans l'ordre, de Gaulle étant un « grand ami et allié de l'Union Soviétique ».

A peine quelques mois plus tard, le commencement de la campagne de Wall-Street en vue de l'isolement de (Suite p. 2.)

Travaillez, prenez de la peine...

Malgré les efforts des dirigeants syndicaux, les grèves des mineurs s'étendent dans le Nord. Lacoste va tenir à Lens des discours d'apaisement. Mais l'humanité ne désarme pas. Après avoir expliqué avec aplomb que les mouvements étaient en régression, Florimond Bonte dit aux mineurs:

« Allons, courage les gars, il faut produire, faire du charbon. »

Quelle ardeur, quel fier entrain! Après tout, qu'est-ce que cela peut bien leur faire à Florimond Bonte ou à Maurice Thorez qui, depuis 30 ans a quitté la mine, que les mineurs n'aient rien pour manger ou s'habiller. Que les salaires soient dévalorisés. Que les mineurs ne veulent plus des brigades de ceux qui les firent baver pendant l'occupation, qu'ils ne veulent plus vivre en parias et travailler en forenés pour les actionnaires des houillères pseudo nationalisées qui touchent leur dividende fixe par tonne extraite, et sous le vain prétexte de fournir un peu plus de charbon à une économie chaotique et sabotée par les capitalistes.

Pour F. Bonte, ceci ne compte pas. Le Général a dit: « Pas de grève », alors il faut briser les grèves, exclure et salir les représentants mandatés des grévistes, participer au plan d'apaisement social. Bonte a comme

unique souci de démontrer que le P.C.F. n'est pas responsable des grèves, et pour cela il n'hésite pas à invoquer le témoignage du Paris-Press du trust Prouvost.

On se demande pourquoi les dirigeants stalinien se donnent tant de mal pour se mettre hors du coup. Aucun homme sérieux ne pense plus aujourd'hui que le P.C.F. puisse soutenir les travailleurs dans leur lutte revendicative; tout au contraire. Seuls des journaux comme l'Époque ont intérêt à lancer ce bobard pour forcer les dirigeants stalinien à se justifier en combattant plus vigoureusement les travailleurs en lutte, à prouver leur « bonne foi », en brisant les grèves, seuls obstacles sérieux sur le chemin de la dictature.

L'Époque dicte ainsi leur « devoir » aux chefs collaborateurs de classe.

PLAN C. G. T.
CONTROLE OUVRIER
sur la PRODUCTION
unique souci de démontrer que le P.C.F. n'est pas responsable des grèves, et pour cela il n'hésite pas à invoquer le témoignage du Paris-Press du trust Prouvost.

Des gens occupés:
Le parti socialiste tue le parti radical pour faire à sa place une politique radicale.
Le parti communiste rend la vie au parti radical pour faire avec lui une politique radicale.

Ni l'un ni l'autre n'a le temps de faire une politique socialiste ou communiste.

Alerte!

- De Gaulle forme une armée de métier. Fait entrer les S. S. dans la Légion étrangère (« Huma » du 15 septembre), Entraîne la garde mobile (C. R. S.) pour novembre. Pour 10 hommes: 1 piolet, 1 mousqueton, 1 mitrailleuse. Par 10 hommes: 1 fusil mitrailleur. Par section: 1 mitrailleuse, 1 mortier de 81 et les tanks pris aux Allemands par les F.F.I. Maintient une Gestapo personnelle D.G.E.R. De Gaulle truke le scrutin, Congédie dédaigneusement Jouhaux malgré ses politesses. De Gaulle prépare ouvertement le coup d'Etat. Et les « socialistes » soutiennent leur Général. Et les « communistes » restent dans le Gouvernement. Par peur du peuple, les uns et les autres couvrent le complot en refusant de rompre la coalition et de faire appel à l'action des masses. Le P.C.I. appelle les travailleurs à se dresser contre le danger imminent. Il est encore temps. — Formons dans les quartiers les Comités de défense de la Constituante. — Organisons les milices ouvrières. — Préparons l'immense vague des masses qui balayera les ennemis du peuple, à la solde des 200 familles.

DEUX PARTIS RÉPONDENT OUI-NON AU RÉFÉRENDUM :

Le P.C.F., qui s'allie aux radicaux NON-NON, ennemis de la Constituante et inventeurs des décrets-lois.

Le P.C.I., qui appelle les Organisations ouvrières à réaliser le front unique pour former un gouvernement Socialiste-Communiste-C.G.T.

Lapoumeyroulie libéré

Interné dans un camp de concentration, Lapou aurait dû être libéré dès le 7 juillet en vertu d'un non-lieu prononcé à cette date. Il a été maintenu illégalement jusqu'au 14 septembre. Mais la canaillerie ne s'arrête pas là. Lapou est interdit de séjour en Seine-et-Oise jusqu'à la fin LÉGALE des hostilités. Car l'état de siège n'est pas encore levé six mois

Permanence du P. C. I.

19, rue Daguerre, 19 Paris-XIV°

Métro : DENFERT-ROCHEREAU

tous les après-midi et le dimanche matin de 9 à 12 h.

C. C. POSTAL 4825-72 PARIS

après la fin des hostilités en Europe! C'est si commode pour le chef de la D.G.E.R.!

Mais nos lecteurs se demanderont pourquoi la Seine-et-Oise? C'est très simple: Argentueil est en Seine-et-Oise. A Argentueil existe une usine d'aviation, la Lorraine, dont 500 ouvriers ont signé une pétition exigeant la libération de Lapou. Il y a aussi dans cette usine des responsables syndicaux, mouchards et flics, qui ont frappé, exclu et livré à la police notre camarade. Ces individus, pas fiers de leur petite opération, ont fait jouer de puissantes influences pour obtenir cette scandaleuse mesure d'exception. Pas vrai, Monsieur Tillon?

En voilà assez! Les accusations se sont révélées être d'infâmes calomnies? Alors Lapou doit immédiatement retrouver sa place et son gagne-pain à la Lorraine!

VOTEZ POUR LES CANDIDATS du P. C. I.

Pas d'armée de coup d'État !

Une armure médiévale sur le corps maigre d'un tuberculeux...

Du jour au lendemain la presse s'est aperçue de la gabegie qui règne dans l'armée et elle a commencé sur ce thème une campagne visiblement orchestrée.

Sur 214 milliards de budget l'armée coûtera 166 milliards en 1945! Elle réquisitionne toute la production

La France aux enchères

(Suite de la première page)

L'U.R.S.S. d'une part, et le marasme économique du pays d'autre part, décident de Gaulle à prendre le chemin de Washington, la Meque capitaliste, pour y aller quémander des crédits, des matières premières et du ravitaillement. Les marchands de Wall-Street firent comprendre à l'a-pôtre de la « grandeur » impérialiste française, qu'ils allaient lui accorder quelques aumônes, en échange non seulement du changement d'orientation de la politique extérieure française, mais encore de quelques « bases stratégiques » dans l'Empire. En outre, Wall-Street, toujours réaliste, expliqua au Général que si les Etats-Unis entendaient bien volontiers faire des crédits à la France pour lui permettre l'achat des stocks américains invendables, elle demandait de l'argent comptant pour les produits de première nécessité dont la France a réellement besoin.

Le commis-voyageur « socialiste » de l'impérialisme

Devant ce piètre résultat, tout en « réorientant » la politique étrangère vers Washington et en tournant le dos à Moscou, De Gaulle se mit à la recherche d'une nouvelle alliance capable de l'assurer contre le patronage coiteux de Washington. La préparation de la conférence de Londres fournit au quai d'Orsay, l'occasion d'une nouvelle pirouette diplomatique.

De Gaulle expliqua brusquement à un correspondant du « Monde » anglais — le Times — que la France était devenue partisans résolue d'un « bloc occidental », liant fermement les « destins de la Grande-Bretagne et de la France.

Léon Blum, toujours prêt pour jouer le rôle de commis-voyageur de l'impérialisme, recut la mission officielle d'expliquer à ses « amis travaillistes » que l'impérialisme français était tout prêt désormais à marcher la main dans la main avec la City « sur les routes impériales du monde »...

Aux enchères, à la Bourse de Londres

Le nouveau « réalignement » ne recut pas à Londres l'accueil escompté. L'impérialisme britannique, qui fait en ce moment lui-même la queue devant les guichets des banques de Washington, se montra peu pressé pour le moment de saluer le revirement français. L'impérialisme yankee regarda la pirouette du quai d'Orsay avec la moue de compassion avec laquelle on contemple un poisson qui se débat sur la berge. Enfin la bureaucratie stalinienne dénonça avec rage les « infidélités » de l'impérialisme français.

Cependant aucune puissance ne prit en considération la proposition de l'impérialisme français qui mettait aux enchères de la bourse diplomatique l'offre de son « alliance ». L'impérialisme français ne put recueillir de ses cabriolets aucun avantage sérieux...

« Fidélité aux Trois Grands »

L'espoir de l'impérialisme français d'obtenir, tantôt grâce à l'appui de Moscou, la tranquillité intérieure, tantôt grâce à la bienveillance de Washington, le redémarrage de son économie, tantôt grâce à l'orientation vers Londres, la récupération intégrée de l'Empire s'avère illusoire.

La politique du P.C.F. qui consiste à réclamer la fidélité de l'impérialisme français aux Trois Grands « dans leur ensemble » en même temps qu'elle impose à la classe ouvrière des sacrifices constants afin d'assurer à nouveau à la France sa place de « grande puissance », s'avère non moins trompeuse et mensongère... Cette politique n'a servi jusqu'à présent que sur le plan intérieur à imposer un effort désespéré et inefficace à la classe ouvrière simultanée au renforcement de la dictature bonapartiste de De Gaulle, tandis que sur le plan extérieur ceci n'a abouti qu'à la mise aux enchères du pays à la Bourse de Londres et à la rupture au bout de neuf mois à peine de l'alliance signée... « pour 20 ans »... avec l'U. R. S. S.

Pour la défense de l'U.R.S.S. Pour une politique d'indépendance de la classe ouvrière

Cette politique n'a assurée ni la défense de l'U. R. S. S., ni la reconstruction comme elle n'a pu empêcher la marche vers la dictature irresponsable du Général.

Il faut redire clairement que les intérêts de la France ouvrière appellent à la construction des Etats-Unis Socialistes de l'Europe qui peuvent, seuls, replacer le pays et le vieux continent dans un nouveau cadre. Pour mener à la réalisation d'une telle politique, qui fournira les éléments pour la renaissance économique et politique du pays, il faut rompre la coalition et les marchandages avec les agents des trusts et adopter une politique de véritable indépendance ouvrière. C'est à ce prix et à ce prix seulement que la France pourra sortir du marasme et de la menace de dictature des apprentis-Bonapartes...

MARCOUX.

Imprimerie Spéciale de « LA VÉRITÉ »

de pneus! Au mois d'août elle s'est réservée les trois quarts de la production textile. Dans une ville comme Strasbourg, sur 1.525 chambres d'hôtels 545 sont détruites et 828 réquisitionnées pour les officiers, les soldats continuant à coucher dans la paille. C'est bien là l'image de tout le pays: appauvri et délabré par six ans de destructions il doit encore supporter cette bureaucratie vorace et la lourde machine de l'armée il pèse comme pèserait une lourde armure médiévale sur le corps maigre d'un tuberculeux.

Ainsi on nous apprend brusquement qu'à l'heure où l'on disait aux travailleurs de produire, produire, en réalité plus de la moitié de leurs efforts s'engouffrent dans ce corps parasitaire pour satisfaire le tardif besoin d'action des officiers naphthalinés. L'indignation est générale.

Où une armée prétorienne?

Mais pourquoi cette franchise gouvernementale assez inusitée? Tout simplement: elle sert à couvrir une vieille marchandise faisandée, l'ARMEE DE METIER, vieux projet cher à De Gaulle.

Il est peu probable qu'une telle armée, formée d'autant de généraux que de soldats, soit moins coûteuse que l'autre, mais ce qui est sûr, c'est qu'elle constituerait une garde prétorienne, sans attache avec les masses populaires, assurée de nombreux privilèges, formée dans le culte du chef, encadrée par les officiers vichysois et les naphthalinés, admirable instrument de répression anti-ouvrière et armée de coup d'État. Tel serait en effet son seul but car quel rôle international pourrait-elle jouer, constituée qu'elle sera de laissés pour compte américains et dirigés par des officiers avérés incapables.

Martv avait donc raison d'accuser De Gaulle de préparer un nouveau coup d'État du 2 décembre. Mais il est curieux de constater que pour combattre ce projet le parti communiste français se rallie à Diethelm, c'est-à-dire approuve la gabegie actuelle, le service à long terme pour les jeunes travailleurs, le despotisme des naphthalinés, la mobilisation de 4 classes en plus des 1.400.000 hommes encasernés, les lourds crédits militaires. On comprend que Jacquot et Diethelm défendent ce point de vue qui est celui de la caste des officiers réactionnaires, qu'ils soient naphthalinés, « résistants » ou vichysois (mardon, « abusés » par Vichy comme disait Maurice Thorez en demandant leur réintégration).

Ni l'un ni l'autre

Ce programme n'a rien de commun

avec les revendications démocratiques des travailleurs et des jeunes soldats. Au fond Diethelm et Pleven sont d'accord pour l'éviction des officiers F. E. L. pour l'interdiction de la vie politique à la caserne, etc...

Le danger le plus pressant est l'armée de métier? d'accord. Il faut donc briser la caste des officiers bourgeois avec ses traditions et privilèges féodaux.

Les officiers seront formés dans des écoles militaires contrôlées par les syndicats. Ce pouvoir discrétionnaire sera retiré à l'officier et la discipline assurée par les conseils de discipline élus par les soldats. Il faut lier le soldat et le travailleur, organiser des comités de soldats.

Formons les milices ouvrières : SEUL VRAI REMPART DE NOS LIBERTÉS.

En aucun cas la conscription ne doit être remplacée par le recrutement mercenaire. Chaque jeune travailleur doit aller à l'armée apprendre le maniement des armes, non pour servir les buts de rapine de l'impérialisme français, mais pour les faire servir à l'émancipation de sa classe.

Six mois de véritable instruction militaire sont suffisants pour connaître le maniement des armes modernes. Le service à long terme n'a pour résultat que de retirer pendant un an ou plus le travailleur de 20 ans à son usine, de le couper de sa classe, de lui faire un jouet docile entre les mains des officiers par un dosage savant de brimades et de corvées inutiles.

Le P. C. I. demande aux jeunes mobilisés de se grouper par casernes pour ces revendications: service de 6 mois, conseils de discipline élus, et appelle les travailleurs à la solidarité et à l'action pour briser la caste des officiers. Non! Pas d'armée de coup d'État!

VÉRITÉS bonnes à dire...

Les élections municipales ont enterré le Parti Radical.

La section de Seine-Sceaux du P. C. F. fait la liste commune avec des candidats radicaux.

A Marseille, on fat voter les morts, à Sceaux on les fait élire.

La D. G. E. R., police personnelle de De Gaulle, est un repaire de bandits, de Vichysois, etc... Exact. Alors pourquoi Tillon livre-t-il les militants trotskystes à la D.G.E.R.

Après 18 ans, Mao-Tsé-Tung met sa main dans celle de Tchang-Kai-Chek

Mao Tsé Tung est le chef du parti communiste chinois. Il a été amené auprès de Tchang-Kai-Chek par les diplomates américains afin de sceller avec lui un accord politique.

Pourquoi?

Parce que la Chine est au bord d'une nouvelle guerre civile. Les ouvriers, les paysans et les soldats chinois veulent transformer la victoire militaire sur l'opresseur japonais en une victoire complète sur tous les oppresseurs et en une victoire sociale sur le banquier et le gros propriétaire foncier chinois.

Alors Mao Tsé Tung, chef du parti communiste chinois, est allé s'entendre avec Tchang Kai Chek, représentant des financiers chinois et l'homme sur lequel la bourgeoisie compte pour maintenir l'ordre, c'est-à-dire les privilèges de la bourgeoisie nationale et les profits commerciaux immenses pour les capitalistes étrangers.

Certes, nous sommes pour l'unité nationale chinoise, car ce pays semi-colonial ne peut progresser que s'il devient un seul bloc unifié. Mais ce n'est pas cette unité que cherche à créer Mao Tsé Tung, « communiste » stalinien; c'est l'unité entre l'exploiteur et l'exploité.

Or il y a 18 ans que cette unité-là, dont il fut un des artisans comme exécuteur de la politique de Staline, s'est terminée dans le sang des ouvriers de Canton. En 1927, les communistes étaient dans le parti de Tchang Kai Chek, le Kuomintang. Et Tchang Kai Chek, fit réprimer sauvagement la commune de Canton.

Pendant dix-huit ans Mao Tsé Tung fit des propositions de Front populaire, des avances d'alliance éternelle au Kuomintang. Sans parvenir jamais à autre chose qu'à constater l'irréconciliabilité entre les intérêts des masses et ceux de la bourgeoisie.

A l'heure où de nouveaux développements révolutionnaires s'annoncent en Chine, où dans toutes les villes la classe ouvrière se rassemble pour tirer profit sur le plan social de la défaite japonaise, où les campagnes grondent, Mao Tsé Tung doit choisir: avec les masses pour la Révolution sociale, avec Tchang et la bourgeoisie contre elle.

Il a déjà choisi. N'importe, les masses iront plus loin. Tchen Dou Siou, fondateur du parti communiste chinois, passé à la 4^e Internationale et mort de misère sous l'occupation japonaise, n'a pas lutté en vain. De l'Orient, le prolétariat révolutionnaire recevra, nous en sommes convaincus, un regain de force formidable.

INDOCHINE - S.O.S.

COMPRENNE QUI POURRA

Depuis que s'est déclenché l'admirable mouvement d'émancipation de l'Indochine, voici la seule note publiée par l'Humanité et ceci le 15 septembre:

« La situation en Indochine. « Un gouvernement républicain provisoire aurait été constitué au Vietnam. Selon l'agence France-Presse qui en donne la composition, il comprendrait des ministres nationalistes et quelques communistes. D'autres dépêches annoncent que ce gouvernement se fixerait comme tâche, d'assurer l'indépendance complète du Vietnam. »

Il est surprenant de noter dans un journal qui soutint activement, jusqu'en 1934, la lutte du peuple indochinois et par conséquent doit être renseigné une telle accumulation d'erreurs en quelques lignes. Simples erreurs:

Jugeons: 1^o Contrairement à ce que laisse croire la note, le Viet-Nam n'est pas une province, mais le mouvement national indochinois dans son ensemble, l'E.A.M. du pays;

2^o Ce gouvernement comporte des communistes de l'ex-III^e Internationale, des communistes internationalistes (section indochinoise de la IV^e Internationale) qui sont partisans de l'indépendance complète de l'Indochine.

Voici d'ailleurs, la note publiée par toutes les agences du monde:

« Une nouvelle bagarre a éclaté avant-hier à Saigon et s'est développée à travers toute la ville lorsque les Annamites ont essayé de percer le cordon de police, composé de Japonais et de Britanniques, afin de capturer des Français réfugiés à l'Hôtel Continental.

« Deux officiers français parachutés récemment à Saigon, ont été tués. La foule avait été excitée par les partisans du Viet-Nam, comprenant des communistes stalinistes et des communistes trotskystes.

Elle est fort instructive. Ainsi, à l'infâme bobard de l'armement du Viet-Nam par les Japonais, les faits révélaient: Japonais et Britanniques font le coup de feu ensemble pour défendre « l'ordre » et les intérêts impérialistes de la France. La mention qui est faite de l'unité d'action entre trotskystes et communistes stalinistes n'est pas pour nous surprendre, car déjà avant la guerre existait un solide front unique prolétarien à Saigon entre les deux courants. Des informations récentes ont d'ailleurs montré que de nombreux communistes avaient rompu avec le stalinisme et évoluent vers la IV^e Internationale.

A l'exemple des travailleurs de Saigon, il faut former ici un Front unique de solidarité pour le peuple indochinois!

SUR LE FRONT OUVRIER

«Produire pour relever la France»... oui, mais sous contrôle ouvrier!

Produire, produire. Ce mot se retrouve à chaque instant dans la presse dite « ouvrière ». L'Humanité, La Vie Ouvrière, Le Populaire, Le Peuple le renvoient aux ouvriers comme autant d'échos.

Les travailleurs ne demandent pas mieux que de relever l'économie, d'augmenter la production pour pouvoir augmenter leur part de consommation. Mais voilà que les salaires n'augmentent pas, tandis que les prix montent toujours et leur part reste toujours aussi minime.

Aussi quelques-uns se hasardent-ils timidement à demander à leurs dirigeants syndicaux: « Produire, d'accord! Mais pour qui? »

La réponse vient, immédiate et péremptoire: « Il ne s'agit pas aujourd'hui de s'arrêter à des considérations aussi immédiates. Peut-être bien que votre effort profitera d'abord au capitalisme français, mais vous aurez montré que vous avez été capable de sauver la France de l'emprise étrangère et alors vous pourrez faire prévaloir vos droits. »

Et les revendications? Bien sûr il faut revendiquer, mais... par surcroît de travail. Et les patrons peuvent dormir tranquilles. Leurs ouvriers revendiquent. Ils répondent systématiquement non aux cahiers de revendications et quand les ouvriers se tournent vers les syndicats et disent: « Allons-nous passer à l'action? » Les syndicats répondent: « Gardez-vous-en bien, cela nuirait à la production, cela nous porterait préjudice pour les élections. Faites plutôt quelques délégations aux Ministères... »

Ainsi le temps passe et les travailleurs n'obtiennent rien.

Mais ils commencent à comprendre que ce fameux argument de la production ne vaut pas grand-chose, car tandis qu'ils travaillent, les hommes des trusts qui sont aux postes de commandement rendent inutile leur effort, par incurie ou sabotage. Et dans de nombreuses usines les licenciements commencent (500 ouvriers débauchés chez Gnome, des femmes licenciées un peu partout). Est-ce ainsi qu'il faut entendre le « produire, produire » des syndicats?

Mais encore une fois les dirigeants syndicaux, les chefs stalinistes disent aux ouvriers: « Faites-nous confiance pour déceler et vaincre les hommes des trusts qui sont aux postes de commandement et à la tête du gouvernement. Ils feront nationaliser les trusts. »

C'est ainsi que le Ministre de l'Air, Ch. Tillon s'adressant, il y a quelques semaines aux ouvriers des usines Gnome et Rhône (Kellerman) leur déclarait que l'usine allait être totalement nationalisée. Et pas nationalisée comme les autres usines d'aviation où les actionnaires règnent en maîtres et détiennent tous les postes de com-

mande, mais expropriée, leurs dirigeants ayant collaboré tant et plus avec l'état-major nazi.

« L'Humanité » triomphait et laissait entendre à ses lecteurs que seul un ministre communiste pouvait réussir une telle entreprise.

Samedi, 15 septembre, il disait encore au personnel des usines d'aviation venu l'entendre au Vel' d'Hiv' que quelques millions seulement seraient employés et cela pour le paiement des petits actionnaires.

Mais... Dans le « J. O. » du 23 août nous lisons textuellement: Article premier. — Le montant de l'indemnité de dépossession sera déterminé en prenant pour base la si-

DES ÉMEUTES DE LA FAIM...

au Contrôle Populaire du Ravitaillement

Malgré toutes les promesses prélectorales de M. Pineau et de ses confrères du gouvernement, le ravitaillement des villes demeure aussi scandaleusement insuffisant.

On assiste dans toute la France à une marée montante d'émeutes de la Faim: manifestations, pillage de boutiques de volailles, d'usines de produits alimentaires.

Et devant cette situation désastreuse pour les travailleurs des villes que fait le gouvernement? Il augmente les prix à la consommation sous prétexte de pouvoir les augmenter à la production. Ce qui est une façon commode d'expliquer aux travailleurs des villes que si le ravitaillement est nul, si le lait passe à 8 fr., le vin à 19 fr., si le beurre et le fromage atteignent à la taxe les prix du marché noir... c'est par la faute des paysans.

Et pourtant, les récentes manifestations des paysans dans les Charentes, dans plusieurs cantons du Finistère et surtout dans la région de Caen où l'arrivée des gendarmes provoque une véritable émeute, montrent que les paysans rejettent la politique du gouvernement dont toutes les mesures tendent à sauvegarder les bénéfices des intermédiaires.

Décrète-t-il la volaille en vente libre? Cela signifie que les mandataires aux Halles vont prélever sur cette marchandise de telles sommes qu'elle deviendra inaccessible aux travailleurs. La même opération se prépare pour la viande et nous pouvons craindre que cet hiver les travailleurs des villes soient dans l'impossibilité de s'en procurer, faute de salaires suffisants.

Or, sans cette augmentation des bénéfices déjà scandaleux des intermédiaires, il eût été possible d'accor-

der aux paysans une augmentation de leurs revenus, rendue nécessaire par les conditions de vie actuelle, sans pour cela grever encore le budget déjà insuffisant des ouvriers. Le gouvernement ne l'a pas fait. Car il veut laisser croire aux ouvriers que les responsables de leur misère ce sont les paysans. Il compte ainsi dresser les uns contre les autres ouvriers et paysans et s'affermir sur leur désunion.

Division entre le paysan et l'ouvrier pour mieux assurer le privilège des capitalistes, augmentation du coût de la vie et de l'impôt cédulaire qui grève lourdement sur la paye des ouvriers dans le même temps que TOUS LES IMPÔTS SUR LES TRACTATIONS EN BOURSE SONT SUPPRIMÉES. Voilà l'image même de la politique du gouvernement de coalition: la politique des trusts.

Les travailleurs des villes et des champs ne tomberont pas dans le piège que leur tend la réaction. Contre leurs exploités communs ils s'organiseront dans leurs coopératives ouvrières et paysannes, dans les Comités de ménagères et leurs groupements d'achats de petits commerçants et ils imposeront par leur action un ravitaillement direct de la ville par la campagne, sous le contrôle de la C.G.T. et de la C.G.A., qui elle deviendra inaccessible aux trusts.

Produire? d'accord, mais pour nous! Et la seule façon de produire c'est d'ôter les possibilités de nuire aux directions saboteuses en contrôlant nous-mêmes la marche de l'entreprise. Des mouvements de grève déclenchés malgré le freinage des directions syndicales, sortiront les COMITES D'USINE élus dont le premier travail sera ce contrôle.

Nationalisation? Oui, mais sous CONTRÔLE OUVRIER. Nous ne faisons pas confiance aux directions de société pour se supprimer elles-mêmes. Seul notre contrôle imposera les nationalisations véritables, SANS INDEMNITÉ NI RACHAT!

Dans chaque entreprise, dans chaque corporation, les travailleurs conscients doivent se regrouper pour faire obstacle aux directions de traïson qui sabotent leur action de classe et prétendent le remplacer par des opérations gouvernementales.

Produire? d'accord, mais pour nous! Et la seule façon de produire c'est d'ôter les possibilités de nuire aux directions saboteuses en contrôlant nous-mêmes la marche de l'entreprise. Des mouvements de grève déclenchés malgré le freinage des directions syndicales, sortiront les COMITES D'USINE élus dont le premier travail sera ce contrôle.

Nationalisation? Oui, mais sous CONTRÔLE OUVRIER. Nous ne faisons pas confiance aux directions de société pour se supprimer elles-mêmes. Seul notre contrôle imposera les nationalisations véritables, SANS INDEMNITÉ NI RACHAT!

Produire? d'accord, mais pour nous! Et la seule façon de produire c'est d'ôter les possibilités de nuire aux directions saboteuses en contrôlant nous-mêmes la marche de l'entreprise. Des mouvements de grève déclenchés malgré le freinage des directions syndicales, sortiront les COMITES D'USINE élus dont le premier travail sera ce contrôle.

Nationalisation? Oui, mais sous CONTRÔLE OUVRIER. Nous ne faisons pas confiance aux directions de société pour se supprimer elles-mêmes. Seul notre contrôle imposera les nationalisations véritables, SANS INDEMNITÉ NI RACHAT!

Nationalisation? Oui, mais sous CONTRÔLE OUVRIER. Nous ne faisons pas confiance aux directions de société pour se supprimer elles-mêmes. Seul notre contrôle imposera les nationalisations véritables, SANS INDEMNITÉ NI RACHAT!

PAR-DESSUS L'ATLANTIQUE

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.

Le 14 septembre, il y avait 213.000 ouvriers américains en grève, leur lutte est la même que celle des mineurs de Lens.